

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1472

23 mai 2016

SOMMAIRE

Antargaz Luxembourg S.A.	70615	Nevio S.à.r.l.	70612
Aurexia Luxembourg S.à r.l.	70614	Ntree-Lux S.A.	70610
Besti's S.A.	70621	Oaktree (Lux.) Funds	70610
Besti's S.A.	70621	Oakvest Holdings S.à r.l.	70610
EuroSerLux S.A.	70620	Opus (Public) Chartered Issuance S.A.	70612
Fidelity International Real Estate Fund Eurozone Company 2	70621	ORESC 11 S.à r.l.	70647
Fidelity International Real Estate Fund UK Company 2	70621	Pineapple Aarhus Residential Holdings S.à r.l.	70613
Five Rings Commodities	70654	Pineapple Commercial 1 Holdings S.à r.l. ...	70613
GCC Lux S. à r.l.	70620	PLVJ Partners Luxembourg	70614
Immobal S.A.	70620	Porphyryon S.A.	70614
Kaderma S.A.	70611	Redevco Asian Investments S.A.	70613
Kustermann Holdings S.à r.l.	70618	Red Theatre Holdings S.à r.l.	70639
Kustermann (Rosenheimer) S.à r.l.	70615	Reinet Fund S.C.A., F.I.S.	70617
Kustermann (TastyCo) S.à r.l.	70616	Représentations S.A.	70618
Kyrielle Participations S.A.	70610	SECOND INVEST	70616
Länsförsäkringar Secondary PE Investments S.A.	70611	Sirenis S.A.	70616
Lanvi S.à.r.l.	70619	SM Lux S.A.	70619
Lux-Avantage Sicav	70656	Sodintec Finances S.A.	70619
Lux-World Fund	70655	'SOMALUX' Société de Matériel Luxembourgeoise S.A., SPF	70617
Maps Cologne One	70622	Spring Petroleum Investments Luxco 2 S.à r.l.	70618
Master Liffey S.à r.l.	70612	SPUERKEESS Ré S.A.	70617
MGE Giunchetto Wind Park S.A.	70611	Uno S.A.	70611

Ntree-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 4, place de Paris.
R.C.S. Luxembourg B 145.893.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 22 février 2016

Il a été décidé:

De transférer le siège social du 23, Boulevard Charles Marx L-2130 Luxembourg au 4, Place de Paris L-2314 Luxembourg, à compter du 1^{er} mars 2016.

Ces décisions n'emportent pas de modification statutaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 Février 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016078817/14.

(160044716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Oaktree (Lux.) Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 172.546.

—
Suite à l'assemblée générale qui s'est tenue le 7 mars 2016, PricewaterhouseCoopers, a été réélu comme réviseur d'entreprises, et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2016078819/11.

(160044413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Oakvest Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 102.500,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 147.534.

—
EXTRAIT

La société a été informée du changement d'adresse des managers de la société:

- Monsieur Mark Holyoake demeurant Casa Campanilla, Apartado de correos 20280, 07816 Puig d'en valls Ibiza, Spain

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016078820/12.

(160044328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Kyrielle Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 99.843.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 4 mars 2016 que:

1. La démission de Madame Sandrine Bisaro, avec effet au 12 février 2016, de son poste d'administrateur de la Société, a été acceptée.

2. Madame Caroline Goergen, née le 9 juin 1979 à Verviers, Belgique, demeurant professionnellement au 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a été nommée en tant qu'administrateur de la Société, avec effet au 12 février 2016 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Référence de publication: 2016078722/17.

(160044199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Kaderma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9bis, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 169.004.

Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 10 mars 2016

Démissions de Monsieur Mickaël ANTOLINOS, Grégory ANTOLINOS et Madame Johane BOUIX et de leurs postes d'Administrateurs de la société, avec effet immédiat.

Nomination de Monsieur Alan BOUIX, né le 7 octobre 1972 à Josselin (France), demeurant au 8D, Chemin Edouard-Tavan, 1206 Genève, Suisse. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée générale annuelle de 2019. Il pourra engager la société par la signature conjointe de 2 administrateurs.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

KADERMA S.A.

Référence de publication: 2016078716/16.

(160044321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Länsförsäkringar Secondary PE Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 187.873.

Extrait des résolutions des actionnaires de la société Länsförsäkringar Secondary PE Investments S.A. du 9 mars 2016

1. Acceptation de la démission de Monsieur James Bermingham, né le 19 décembre 1972, à Sheffield, Royaume-Uni, résidant au 7, rue Lou Hemmer, 1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que Administrateur de la Société avec effet au 11 janvier 2016,

2. Acceptation de la nomination de Madame Monica Morsch, née le 3 juin 1987 à Craiova, Roumanie, résidante au 7, rue Lou Hemmer, 1748 Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que Administrateur de la Société avec effet au 11 janvier 2016 jusqu'au 11 janvier 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Référence de publication: 2016078723/16.

(160044430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

MGE Giunchetto Wind Park S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 117.207.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 19 novembre 2015:

Monsieur Marc Koeune, administrateur, est nommé Président du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2016078792/11.

(160044223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Uno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 50.477.

EXTRAIT

En date du 9 mars 2016, le Conseil d'administration a élu à l'unanimité Monsieur Marc Koeune comme Président du Conseil d'administration.

Signature.

Référence de publication: 2016079037/11.

(160044694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Nevio S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9155 Grosbous, 31, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 30.600.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 09.03.2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale a dissous et déclaré en état de liquidation la société à responsabilité limitée NEVIO Sàrl, établie et ayant son siège social à L-9155 Grosbous, 31 rue d'Arlon, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 30600

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Gilles PETRY et liquidateur Me Claude Speicher, avocat à la Cour, à Diekirch.

Les déclarations de créance sont à déposer au greffe du Tribunal de commerce de Diekirch endéans les 3 semaines de la présente publication.

Pour extrait conforme

Me Claude SPEICHER

Le liquidateur / Avocat à la Cour

Référence de publication: 2016078813/18.

(160044249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Opus (Public) Chartered Issuance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 199.463.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la société en date du 4 mars 2016

Le conseil d'administration décide de transférer le siège social de la Société du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 29 février 2016.

À Luxembourg, le 11 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016078825/14.

(160043987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Master Liffey S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 202.137.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 4 mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé en date du 4 mars 2016:

- d'accepter la démission de Monsieur Ian Gear de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat; et
- de nommer Monsieur Mark Hatcher gérant de la Société, demeurant professionnellement au 10 New Burlington Street W1S 3BE, Londres, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

Depuis le 4 mars 2016, le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Madame Damien Schuind, gérant;
- Michael Thomas, gérant;
- Monsieur Fabrice Huberty, gérant; et
- Monsieur Mark Hatcher, gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Master Liffey S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078766/22.

(160044086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Pineapple Aarhus Residential Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 93.270,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 200.654.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 4 mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé en date du 4 mars 2016:

- d'accepter la démission de Monsieur Ian Richard Gear de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat; et
- de nommer Monsieur Mark Hatcher gérant de la S Société, demeurant professionnellement au 10 New Burlington Street W1S 3BE, Londres, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Depuis le 4 mars 2016, le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Monsieur Petr Klimo, gérant;
- Monsieur Peter Dickinson, gérant; et
- Monsieur Mark Hatcher, gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Pineapple Aarhus Residential Holdings S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078837/21.

(160044084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Pineapple Commercial 1 Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 93.270,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 200.656.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 4 mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé en date du 4 mars 2016:

- d'accepter la démission de Monsieur Ian Richard Gear de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat; et
- de nommer Monsieur Mark Hatcher gérant de la Société, demeurant professionnellement au 10 New Burlington Street W1S 3BE, Londres, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Depuis le 4 mars 2016, le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Monsieur Petr Klimo, gérant;
- Monsieur Peter Dickinson, gérant; et
- Monsieur Mark Hatcher, gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Pineapple Commercial 1 Holdings S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078838/21.

(160044280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Redevco Asian Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8009 Strassen, 19/21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 101.727.

—
EXTRAIT

Il résulte de la résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire sous seing privé de la Société qui s'est tenue en date du 10 Mars 2016 au siège social que:

- L'Actionnaire unique a pris acte de la démission de Monsieur Johny Seré de sa fonction d'administrateur en date du 23 Février 2016.

Référence de publication: 2016078897/12.

(160044455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

PLVJ Partners Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 165.664.

—
EXTRAIT

Il résulte du contrat de cession de parts sociales du 29 janvier 2016, que Messieurs Paul ARENT, Lucien-Florent CIPOLLONE, Jean-François JOACHIM et John Viktor BERGSTRÖM ont cédé toutes les parts sociales qu'ils détenaient dans la Société à:

- HABIO HOLDINGS, société anonyme, dont le siège social se situe au 92, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B174308.

Il résulte des contrats de cession de parts sociales du 30 janvier 2016, que HABIO HOLDINGS, associé unique, a cédé 6,200 parts sociales qu'il détenaient dans la Société comme suit:

- 5,828 parts sociales à Monsieur Jonathan BASSE demeurant au 138, route d'Arlon, B-6780 Messancy, Belgique;

- 372 parts sociales à Madame Noémie RIEFOLO demeurant au 138, route d'Arlon, B-6780 Messancy, Belgique.

L'assemblée générale extraordinaire des associés du 2 février 2016 a pris note de la démission de Monsieur Paul ARENT de ses fonctions de gérant de la Société, avec effet au 12 février 2016, et a nommé comme nouveau gérant, avec effet au 12 février 2016 et pour une durée indéterminée:

- Madame Noémie RIEFOLO demeurant au 138, route d'Arlon, B-6780 Messancy, Belgique.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Pour PLVJ PARTNERS LUXEMBOURG

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2016078862/25.

(160044553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Porphyriion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 169.131.

—
Suite à l'Assemblée Générale du 07 mars 2016, M. Frode Aschim, entrepreneur né le 10 janvier 1974 à Oslo (Norvège) et demeurant 10 Cedar Parks Gardens à Londres SW19 4TE (Royaume-Uni) et M. John Richard Shaw né le 13 septembre 1949 à Beckenham (Royaume-Uni) et demeurant Garden Flat, 4 Camden Terrace à Londres NW1 9BP ont été nommés en qualité d'administrateurs de la société pour un terme expirant à la date de l'assemblée générale ordinaire de 2022.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 mars 2016.

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2016078864/14.

(160044174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Aurexia Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 4, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 197.317.

—
Extrait de la résolution des associés de la société adoptée le 22 septembre 2015

Résolution unique

Le mandat de gérant de catégorie B exercé par Monsieur François Baratte prend fin le 31 mai 2015. Il est remplacé à partir du 1^{er} Juin 2015 et jusqu'au 31 décembre 2016, par la société FBA Conseil S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1255 Luxembourg, 4 rue de Bragance, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 193.714, représentée par Monsieur François Baratte, en sa qualité de gérant unique, demeurant 4 rue de Bragance L-1255 Luxembourg.

Référence de publication: 2016079130/15.

(160045703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Antargaz Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 7, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 66.186.

Il résulte du PV de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires en date du 11 février 2016 ainsi que des résolutions des actionnaires et des résolutions du conseil d'administration en date du 1^{er} mars 2016 de Antargaz Luxembourg S.A., que:

1. Monsieur Georges Sciberras a démissionné de son poste d'administrateur de la Société avec effet au 1^{er} mars 2016;
2. Monsieur Mathieu Baquet, né le 10 janvier 1979 à Anderlecht (Belgique), résidant à Dr J. Appelmanslaan 59, 1700 Dilbeek, Belgique, est nommé administrateur de la Société à partir du 1^{er} mars 2016 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2022;
3. Monsieur Kristof Laenen, né le 9 avril 1971 à Mechelen (Belgique), résidant à Isabellalei 149, 2018 Anvers (Belgique) est nommé administrateur de la Société à partir du 1^{er} mars 2016 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2022;
4. Monsieur Lieven Busschaert, né le 24 août 1954 à Kortrijk (Belgique), résidant à Oudburgweg 69, 9830 Laethem-Saint-Martin (Belgique) est nommé délégué à la gestion journalière de la Société à partir du 1^{er} mars 2016;
5. Monsieur Guy Van Cauwenbergh a démissionné de son poste de délégué à la gestion journalière de la Société avec effet à partir du 1^{er} mars 2016 mais reste administrateur de la Société;
6. A partir du 1^{er} mars 2016, le conseil d'administration de la Société est composé de:
Monsieur Eric Naddéo;
Monsieur Guy Van Cauwenbergh;
Monsieur Lieven Busschaert;
Monsieur Mathieu Baquet;
Monsieur Kristof Laenen;
7. La société Ernst & Young S.A., ayant son siège social à 7 rue Gabriel Lippmann, 5365 Munsbach (Luxembourg), est nommé commissaire aux comptes jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de la Société qui statuera sur l'exercice social se clôturant le 30 septembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2016.

Rutsaert Legal

Un mandataire

Référence de publication: 2016079125/33.

(160044759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Kustermann (Rosenheimer) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 275.701,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 199.891.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 4 mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé en date du 4 mars 2016:

- d'accepter la démission de Monsieur Ian Gear de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat; et
- de nommer Monsieur Mark Hatcher gérant de la Société, demeurant professionnellement au 10 New Burlington Street W1S 3BE, Londres, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Depuis le 4 mars 2016, le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Madame Damien Schuind, gérant;
- Monsieur Fabrice Huberty, gérant; et
- Monsieur Mark Hatcher, gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Kustermann (Rosenheimer) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078713/21.

(160044282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Kustermann (TastyCo) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.690,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 199.894.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 4 mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé en date du 4 mars 2016:

- d'accepter la démission de Monsieur Ian Gear de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat; et
- de nommer Monsieur Mark Hatcher gérant de la Société, demeurant professionnellement au 10 New Burlington Street W1S 3BE, Londres, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

Depuis le 4 mars 2016, le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Madame Damien Schuind, gérant;
- Monsieur Fabrice Huberty, gérant; et
- Monsieur Mark Hatcher, gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Kustermann (TastyCo) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078714/21.

(160044191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

SECOND INVEST, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11b, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 188.081.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société anonyme SECOND INVEST qui s'est tenue en date du 15 février 2016

Il a été décidé ce qui suit:

- après délibération, le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Nicolas Hamel en sa qualité d'Administrateur de la Société et décide de coopter en remplacement Madame Marie-Aleth Hendessi, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2019.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

- Madame Alexandra Corre, IKKS INVEST, société par actions simplifiée, ayant pour représentant permanent Monsieur Pierre-André Cauche et Madame Marie-Aleth Hendessi.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016078959/20.

(160044024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Sirenis S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 197.001,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 114.234.

- L'adresse de l'administrateur Jacques Abelac est désormais sise au 129, rue Laurent Ménager, L-2143 Luxembourg. Luxembourg, le 11 March 2016.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016078965/13.

(160044378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

'SOMALUX' Société de Matériel Luxembourgeoise S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 4.523.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 10 mars 2016

- FIN-CONTROLE S.A., Commissaire aux comptes, avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, est élu en qualité de Commissaire aux comptes pour une durée d'un an, son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

Fait à Luxembourg, le 10 mars 2016.

Certifié sincère et conforme

«SOMALUX» SOCIETE DE MATERIEL LUXEMBOURGEOISE S.A., SPF
Société Anonyme

Référence de publication: 2016078978/16.

(160043797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

SPUERKEESS Ré S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2954 Luxembourg, 1, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 164.465.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mars 2016 tenue au siège administratif de la société
74, rue de Merl L-2146 Luxembourg*

- L'Assemblée décide de renouveler le mandat des Administrateurs suivants:

M. Michel BIREL, Administrateur,

M. Jean-Claude FINCK, Administrateur

M. Gilbert ERNST, Administratrice

M. Guy ROSSELJONG, Administratrice

Mme Françoise THOMA, Administrateur

Mme Michèle FOHL, Administrateur

Leurs mandats expireront à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2017 qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice social de 2016.

- L'Assemblée nomme PricewaterhouseCoopers Sàr.l. 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg comme réviseur d'entreprises indépendant. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2017 et qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078980/25.

(160044241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Reinet Fund S.C.A., F.I.S., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 141.613.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Collège des Commissaires du 8 mars 2016

Le Collège des Commissaires a pris note du décès de Monsieur Peter KAUL en date du 22 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Certifié conforme à l'original

Référence de publication: 2016078900/13.

(160043930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Représentations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5887 Alzingen, 427, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 57.784.

—
Extrait de l'assemblée générale ordinaire du 31/12/2015

Renouvellement des mandats des administrateurs, de l'administrateur - délégué et du commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale de l'an 2019.

Conseil d'Administration / Gérance

- Monsieur Christian MAROLDT, administrateur-délégué, demeurant à L-5828 Fentange, 17, rue Gewaennchen
- Monsieur Marc F. DECKER, demeurant à L-4243 Esch/Alzette, 115, rue Jean-Pierre Michels.
- Monsieur Laurent DECKER demeurant à L-4024 Esch/Alzette, rue de Belval

Commissaire aux comptes

- LUX-FIDUCIAIRE Consulting SARL, avec siège social à L-2763 Luxembourg, 12, rue Ste. Zithe.

Référence de publication: 2016078905/16.

(160044570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Spring Petroleum Investments Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 154.476.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 10 mars 2016

1. M. Sami HAJJEM a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B avec effet au 29 janvier 2016.
2. Ms. Séverine BARROIS, administratrice de sociétés, née à Metz (France), le 28 avril 1977, demeurant professionnellement au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg a été nommée comme gérante de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Spring Petroleum Investments Luxco 2 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016078944/17.

(160043754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Kustermann Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 199.885.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 4 mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé en date du 4 mars 2016:

- d'accepter la démission de Monsieur Ian Gear de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat; et
- de nommer Monsieur Mark Hatcher gérant de la Société, demeurant professionnellement au 10 New Burlington Street W1S 3BE, Londres, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

Depuis le 4 mars 2016, le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Madame Damien Schuind, gérant;
- Monsieur Fabrice Huberty, gérant; et
- Monsieur Mark Hatcher, gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Kustermann Holdings S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078715/21.

(160044192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

SM Lux S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 104.568.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugements du 16 juin 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu des articles 203 et 203-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- la société anonyme SM LUX S.A., dont le siège social à L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe, a été dénoncé en date du 18 juillet 2008, RC no B 104568;

Ledit jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole KUGENER, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Nadia JANAKOVIC, Avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 07 juillet 2011 au greffe de la 6^{ème} chambre du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale.

Pour extrait conforme
Maître Nadia JANAKOVIC
Le liquidateur

Référence de publication: 2016078967/19.

(160044501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Sodintec Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 38.152.

—
Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015.

Madame Nadine LAMBALLAIS, née le 1^{er} janvier 1972 à Thionville (France), adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, est nommée représentant permanent pour la société FMS SERVICES S.A.

Pour la société
SODINTEC FINANCES S.A.

Référence de publication: 2016078971/12.

(160043884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Lanvi S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 83.037.537,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 117.157.

—
Extrait de l'assemblée générale des associés de la Société tenue à Luxembourg le 23 décembre 2015

L'Assemblée a décidé d'approuver et de ratifier la cession (i) de 808.129 parts sociales A1 et 1.799.793 parts sociales B1 par l'associé unique de la Société à Travis Investment S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152281 et (ii) de 808.129 parts sociales A1 et 1.799.793 parts sociales B1 par Travis Investment S.à r.l. à Lhold S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 203.656 toutes deux intervenues le 15 décembre 2015.

L'Assemblée a pris acte qu'en conséquence des cessions ci-dessus, les parts sociales sont détenues comme suit:

- Lhold S.à r.l.: 808.129 parts sociales A1 et 1.799.793 parts sociales B1; et
- ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A.: 526.735 parts sociales A2, 526.735 parts sociales A3, 526.735 parts sociales A4, 1.896 parts sociales B2, 1.896 parts sociales B3 et 1.896 parts sociales B4.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Lanvi S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2016078728/23.

(160044609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

GCC Lux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.400,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 136.843.

—
EXTRAIT

En date du 9 mars 2016, lors d'une assemblée générale ordinaire, les résolutions suivantes ont été prises:

- Acceptation de la démission de Mario Curcio comme gérant de classe A de la société avec effet au 15 décembre 2015;
- Nomination au poste de gérant de classe A de Benoit Caillaud, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, avec effet au 15 décembre 2015 pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Référence de publication: 2016079398/15.

(160045196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Immobal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 101.331.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 1^{er} mars 2016

Monsieur DE BERNARDI Alexis, Monsieur REGGIORI Robert et Monsieur VEGAS-PIERONI Louis sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Monsieur DE BERNARDI Alexis est renommé Président du Conseil d'administration. Monsieur DONATI Régis est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

Pour extrait sincère et conforme

IMMOBAL S.A.

Référence de publication: 2016079462/15.

(160044885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

E.S.L., EuroSerLux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4831 Rodange, 146, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 106.950.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale ordinaire tenue le lundi 15 juin 2015 à Rodange que:

- Les mandats des administrateurs ont été reconduits. Occupent les fonctions d'administrateurs à l'issue de cette assemblée générale:

* Madame Catherine Van Roey, née à Bruxelles (Belgique) le 25/09/1960, demeurant à B-1180 Uccle, chaussée Saint-Job, 695,

* Monsieur Eric Crochelet, né à Ixelles (Belgique) le 19/09/1960, demeurant à B-1180 Uccle, chaussée Saint-Job, 695,

* Monsieur Gilles Léonard, né à Charleroi (Belgique) le 12/06/1978, demeurant à B-6530 Thuin, chemin de Walcourt, 4.

- La société EMAXAME-EUROPEAN MANAGEMENT AGENCY S.A., société anonyme ayant son siège social à L-4831 Rodange, route de Longwy, 146, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 64.393, a été reconduite à la fonction de commissaire aux comptes.

- Monsieur Eric CROCHELET a été nommé président du conseil d'administration et administrateur-délégué.

Ces mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire 2021.

Rodange, le 15 juin 2015.

Eric Crochelet

Administrateur délégué

Référence de publication: 2016079315/24.

(160045223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Fidelity International Real Estate Fund Eurozone Company 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 129.344.

Il est à noter que:

- a) M. Timothy Fenwick réside désormais professionnellement au 32-A, rue de Saeul, L-8189 Kopstal;
 - b) le mandat en tant que gérant de Mme Nicola Morse a expiré à la fin de l'assemblée générale de la Société pour l'année 2015 qui s'est tenue le 18 décembre 2015 et n'a pas été renouvelé;
 - c) le code postal du siège social de la Société est le L-1246, de sorte que l'adresse de son siège social est: 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2016079353/16.

(160045019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Fidelity International Real Estate Fund UK Company 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 164.030.

Il est à noter que:

- a) M. Timothy Fenwick réside désormais professionnellement au 32-A, rue de Saeul, L-8189 Kopstal;
 - b) le mandat en tant que gérant de Mme Nicola Morse a expiré à la fin de l'assemblée générale de la Société pour l'année 2015 qui s'est tenue le 18 décembre 2015 et n'a pas été renouvelé;
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2016079354/14.

(160045028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Besti's S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 185.197.

Par la présente, nous vous informons de notre démission du poste d'Administrateur de la Société.

Ma démission prendra effet le 10 mars 2016

Luxembourg, le 10 mars 2016.

CL Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2016079203/12.

(160045526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Besti's S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 185.197.

Par la présente, nous vous informons de notre démission du poste de Commissaire aux comptes de la Société.

Notre démission prendra effet le 10 mars 2016.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

C.A.S. SERVICES S.A.

Signatures

Référence de publication: 2016079204/12.

(160045526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Maps Cologne One, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 200.872.

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth day of February.

Before the undersigned, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (hereinafter the “Meeting”) of Maps Cologne One (hereinafter the “Company”), a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 200.872, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, on 16 October 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3371 on 17 December 2015. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 16 November 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 329 on 5 February 2016.

The meeting begins at 10.45 a.m. with Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg, being in the chair (the “Chairman”).

The Chairman appoints as secretary of the Meeting Mrs Brigitte Wahl, with professional address in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Karola Böhm, with professional address in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg.

The shareholder(s) present or represented, the proxies of the represented shareholder(s) and the number of their shares are shown on an attendance list which, signed by the shareholder(s) present, the proxyholder of the represented shareholder (s), the board of the meeting and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The said proxies, initialled ne varietur by the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Chairman then states that the shareholder(s) of the Company, representing the total share capital and having waived any notice requirement, being duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may validly deliberate, hereby requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to create mandatory redeemable preferred shares (the “MRPS”) in the share capital of the Company which shall have the rights and obligations set out in the amended articles of association of the Company.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the Company’s share capital by an amount of sixteen million nine hundred twenty thousand one hundred seventy-six euro (EUR 16,920,176.-) from its current amount of four hundred seventy-nine thousand euro (EUR 479,000.-) represented by hundred seventy-nine thousand (479,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1,-) each, up to seventeen million three hundred ninety-nine thousand one hundred seventy-six euro (EUR 17,399,176.-) through the issue of eight million two hundred twenty thousand five hundred eighty-eight (8,220,588) ordinary shares and eight million six hundred ninety-nine thousand five hundred eighty-eight (8,699,588) MRPS, each with a nominal value of one euro (EUR 1,-).

The eight million two hundred twenty thousand five hundred eighty-eight (8,220,588) new ordinary shares and eight million six hundred ninety-nine thousand five hundred eighty-eight (8,699,588) new MRPS issued have been entirely subscribed by the sole shareholder of the Company, represented as stated above, for the price of one hundred sixty-nine million four hundred eighty thousand seven hundred fifty euro (EUR 169,480,750.-).

The ordinary shares and MRPS so subscribed have been fully paid-up by the sole shareholder of the Company aforementioned, through a contribution in cash consisting of one hundred sixty-nine million four hundred eighty thousand seven hundred fifty euro (EUR 169,480,750.-) so that the amount of one hundred sixty-nine million four hundred eighty thousand seven hundred fifty euro (EUR 169,480,750.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total cash contribution in the amount of one hundred sixty-nine million four hundred eighty thousand seven hundred fifty euro (EUR 169,480,750.-) shall be allocated as follows:

- eight million two hundred twenty thousand five hundred eighty-eight euro (EUR 8,220,588.-) shall be allocated to the ordinary shares of the Company;

- thirteen million three hundred sixty-seven thousand one hundred seventy-five euro (EUR 13,367,175.-) shall be allocated to the share premium attached to the ordinary shares of the Company;

- eight million six hundred ninety-nine thousand five hundred eighty-eight euro (EUR 8,699,588.-) shall be allocated to the MRPS; and

- one thirty-nine million one hundred ninety-three thousand three hundred ninety-nine euro (EUR 139,193,399.-) shall be allocated to the share premium attached to the MRPS.

Third resolution

The Meeting further resolves that the aggregate amount of one million seven hundred thirty-nine thousand nine hundred eighteen euro (EUR 1,739,918.-) shall be entirely allocated to the legal reserves, out of (i) for a portion of eight hundred sixty-nine thousand nine hundred fifty-nine euro (EUR 869,959), the share premium attached to the ordinary shares of the Company and (ii) for a portion of eight hundred sixty-nine thousand nine hundred fifty-nine euro (EUR 869,959), the share premium attached to the MRPS.

The legal reserve account of the Company shall thus be credited with an amount of one million three hundred eighty-nine thousand nine hundred eighteen euro (EUR 1,739,918.-).

Fourth resolution

As a consequence of the precedent resolutions, the Meeting resolves to entirely restate the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a public limited company (société anonyme) under the name Maps Cologne One (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1. The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2. The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3. The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4. An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

2.5. The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2. It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at seventeen million three hundred ninety-nine thousand one hundred seventy-six euro (EUR 17,399,176.-), represented by (i) eight million six hundred ninety-nine thousand five hundred eighty-eight

(8,699,588) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the “Ordinary Shares”), and (ii) eight million six hundred ninety-nine thousand five hundred eighty-eight (8,699,588) non-voting mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the “MRPS” and the “Ordinary Shares”, hereinafter collectively referred to as the “Shares”). Each holder of Ordinary Shares is hereinafter referred to as an “Ordinary Shareholder”, each holder of “MRPS” is hereinafter referred to as a “MRPS Holder”, and MRPS Holders and Ordinary Shareholders are hereinafter collectively referred to as “Shareholders”.

5.2 Any share premium paid in relation with MRPS shall be booked in a MRPS share premium account (the “MRPS Premium Account”), and the Company shall book in such account, in the currency in which they are effectively paid, the amount or value of any additional capital surplus contributed by the MRPS Holders to the Company and of any amount allocated to such MRPS Premium Account in accordance with these articles of association.

5.3 Any share premium paid in relation with Ordinary Shares shall be booked in an Ordinary Share premium account (the “Ordinary Shares Premium Account”), and the Company shall book in such account, in the currency in which they are effectively paid, the amount or value of any additional capital surplus contributed by the Ordinary Shareholders to the Company and of any amount allocated to such Ordinary Shares Premium Account in accordance with these articles of association.

5.4 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.5 Any new Shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing Shareholder(s). In case of plurality of Shareholders, such Shares shall be offered to the Shareholders in proportion to the number of Shares held by them in the Company’s share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the Shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of Shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing Shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.6 The Company may redeem its own Shares subject to the provisions of the Law.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company’s share capital is divided into Shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The Shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several Shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the Shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 No security interest (including, but not limited to, mortgages, charges (whether fixed, floating, legal or equitable), pledges, liens or assignments by way of security) may be created by any person (including the MRPS Holders) over the MRPS without the prior written consent of the board of directors.

Art. 7. Register of Shares - Transfer of Shares.

7.1 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any Shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of Shares is established by registration in said Share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant Shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until such representative has been appointed.

7.3 The Shares are freely transferable in accordance with the provisions of the Law.

7.4 Any transfer of registered Shares shall become effective (opposable) towards the Company and third parties either (i) through a declaration of transfer recorded in the register of Shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of a transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

Art. 8. Art. 9. Redemption of Shares.

8.1 The Company may redeem its own Shares to the extent permitted by these articles of association on the basis of amounts available for distribution, in accordance with the Law and the present articles.

8.2 The Company may issue redeemable Shares in accordance with the provisions of article 49-8 of the Law.

8.3 Subject to article 8.6, all subscribed and fully paid-up MRPS shall be in whole or in part redeemable for the Redemption Consideration upon request of the Company in accordance with the provisions of article 49-8 of the Law and on a pro rata basis among the Shareholders, and shall, in any case, be redeemed on the date which is ten years from the issue date of the MRPS. The redemption shall take place pursuant to a decision of the board of directors.

8.4 Upon redemption of the MRPS, each holder of redeemed MRPS shall receive a payment in cash in an aggregate amount equal to the nominal value of the redeemed MRPS plus the MRPS Premium Account amount related to such redeemed MRPS and any accrued but unpaid dividends with respect to such MRPS (the Redemption Consideration).

8.5 The Company may redeem its Ordinary Shares within the limits set forth by the Law. However, the redemption of Ordinary Shares is subject to prior redemption of all the MRPS.

8.6 The redemption of the MRPS can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption.

8.7 Redeemed MRPS shall be cancelled immediately upon their redemption by the Company.

8.8 An amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the accounting par value, of all the Shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the Shareholders except in the event of a capital reduction of the subscribed Share capital. The reserve may only be used to increase the subscribed Share capital by capitalization of reserves. This reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption.

C. General meetings of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of Shareholders.

9.1 The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of Shareholders. Any regularly constituted general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The general meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

9.2 If the Company has only one Shareholder, any reference made herein to the “general meeting of Shareholders” shall be construed as a reference to the “sole shareholder”, depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of Shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 10. Convening of general meetings of Shareholders.

10.1. The general meeting of Shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the statutory auditor(s).

10.2. It must be convened by the board of directors or the statutory auditor(s) upon written request of one or several Shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of Shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

10.3. The convening notice for every general meeting of Shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered Shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each Shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

10.4. If all of the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Conduct of general meetings of Shareholders.

11.1 The annual general meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on 10 June at 10:00 AM CET. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

11.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of Shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be Shareholders, nor members of the board of directors. If all the Shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the Shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the “board of the meeting” shall in such case be construed as a reference to the “chairman and secretary” or, as the case may be, to the “single person who assumes the role of the board”, depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of Shareholders.

11.3 An attendance list must be kept at all general meetings of Shareholders.

11.4 A Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all Shareholders.

11.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

11.6 Each Shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the Shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

11.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

11.8 The board of directors may determine further conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any general meeting of Shareholders.

Art. 12. Quorum and vote.

12.1 Each Ordinary Share entitles to one vote in general meetings of Shareholders.

12.2 The MRPS are non-voting Shares in accordance with articles 44 to 47 of the Law. Each MRPS entitles the holder thereof to one vote on all specific matters upon which holders of non-voting preferred Shares have the right to vote in accordance with article 46 of the Law.

12.3 Resolutions of the Shareholders are adopted at general meetings of the Shareholders in accordance with the Law and for the avoidance of doubt, the MRPS Holders will only be authorized to vote, and the general meeting of the Shareholders will then be composed of the Ordinary Shareholders and the MRPS Holders, in respect of the resolutions contained in article 46 of the Law. The general meeting of the Shareholders has the broadest powers to adopt and ratify all acts and operations consistent with the corporate object.

12.4 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of Shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 13. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's Share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 14. Change of nationality. The Shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 15. Adjournment of general meeting of Shareholders. Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of Shareholders being in progress for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of Shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of Shareholders shall be cancelled.

Art. 16. Minutes of general meetings of Shareholders.

16.1 The board of any general meeting of Shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any Shareholder upon its request.

16.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

D. Management

Art. 17. Composition and powers of the board of directors.

17.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members, which shall at least include one (1) class A director and two (2) class B directors. However, where the Company has been incorporated by a single Shareholder or where it appears at a Shareholders' meeting that all the Shares issued by the Company are held by a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director until the next general meeting of Shareholders following the increase of the number of Shareholders. In such case, to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of directors" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".

17.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of Shareholders.

Art. 18. Daily management.

18.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents,

acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

18.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 19. Appointment, removal and term of office of directors.

19.1 The directors shall be appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is appointed. Directors may be reappointed for successive terms.

19.3 Each director is appointed by the general meeting of Shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

19.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of Shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

19.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a physical person as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 20. Vacancy in the office of a director.

20.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of Shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

20.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of Shareholders.

Art. 21. Convening meetings of the board of directors.

21.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

21.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

21.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 22. Conduct of meetings of the board of directors.

22.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

22.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

22.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

22.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

22.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors, with at least one (1) class A director and one (1) class B director, are present or represented at a meeting of the board of directors.

22.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors, including at least one (1) class A director and one (1) class B director, present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall not have a casting vote.

22.7 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of Shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

22.8 Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the resolution of the sole director.

22.9 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.

22.10 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 23. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.

23.1 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by one (1) class A director and one (1) class B director jointly. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by one (1) class A director and one (1) class B director jointly.

23.2 Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

Art. 24. Dealing with third parties.

24.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any one class A director together with any one class B director or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

24.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 25. Auditor(s).

25.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of Shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.

25.2 An statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of Shareholders.

25.3 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

25.4 If the general meeting of Shareholders of the Company appoints one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

25.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of Shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 26. Financial year.

26.1 The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

26.2 When preparing the balance sheet and the profit and loss accounts at the end of the financial year, the board of directors shall book a provision equal to the amount of the MRPS Dividend due to the MRPS Holders for the relevant financial year as determined in these articles of association. Such provision will be at the disposal of the annual general meeting of the Shareholders.

Art. 27. Annual accounts and allocation of profits.

27.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

27.2 For each financial year, the credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the general meeting of the Shareholders, represents the annual net profits of the Company.

27.3 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

27.4 The remaining profits after allocation to the legal reserve, calculated in accordance with Luxembourg GAAP, represent the Available Profits and may be distributed as set forth under the present article below, as applicable.

27.5 Sums contributed to a reserve of the Company by a Shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing Shareholder agrees to such allocation.

27.6 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

27.7 Each financial year, out of the Available Profits, each MRPS Holder is entitled to a dividend per MRPS (the MRPS Dividend) of five point three six nine one per cent (5.3691%) of (a) the nominal value or par value of each MRPS plus (b) any amount that may be allocated from time to time on a voluntary basis from the MRPS Premium Account to the legal reserve divided by the number of MRPS in issue plus (c) the amount of the MRPS Premium Account divided by the number of MRPS in issue plus (d) any unpaid MRPS Dividend of previous years.

27.8 As applicable and should the Available Profits be sufficient to distribute the MRPS Dividend, in whole or in part, and the general meeting of the Shareholders makes no distribution resolution with respect to the MRPS Dividend, then the aggregate amount of the MRPS Dividends that should have been distributed to the MRPS Holders as provisioned by the board of directors pursuant to article 26.2, shall be automatically allocated to a distributable reserve booked in a MRPS reserve account (the MRPS Reserve Account).

27.9 The MRPS Dividend is cumulative and recoverable, which means that MRPS Holders shall, during posterior financial years, recover the MRPS Dividend that they could not receive during the foregoing financial years during which there was no realized nor distributed Available Profits.

27.10 Therefore, should the result of a financial year not allow to fully pay the MRPS Dividend or should the general meeting of the Shareholders not decide to pay a dividend despite the existence of Available Profits, the unpaid fraction of the privileged dividend of a certain year shall be paid during subsequent years, without prejudice to other rights reserved to the MRPS in such hypothesis. The recovery of the MRPS Dividend is not limited in time. However, the MRPS do not give right to an additional payment of an ordinary dividend.

27.11 Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association. In particular, after distribution or allocation of the MRPS Dividends, as applicable, the remainder of the Available Profits (that is, the Available Profits less the aggregate MRPS Dividends) may be distributed to the holders of the Ordinary Shares.

Art. 28. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

28.1 The board of directors may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

28.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the Shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation.

29.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of Shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

29.2 After payment of all third party debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, each MRPS Holder will have a preferential right to payment and be entitled to the payment in cash of the fair market value of the Redemption Consideration.

29.3 If the Company cannot pay such amounts in full to all the MRPS Holders, payment will be made on a pro rata basis to each MRPS Holder.

29.4 The MRPS Holders being granted the full payment of any amount due to them shall not participate to the sharing out of the liquidation proceeds eventually existing thereafter, these liquidation proceeds being reserved to the Ordinary Shareholders.

H. Final clause - Governing law

Art. 30. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately six thousand eight hundred euros (EUR 6,800.-).

There being no further business, the meeting is closed at 11.00 a.m..

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the notary.

Follows the German Translation of the Foregoing deed

Im Jahre zweitausendundsechzehn, am neunzehnten Tag des Monats Februar.

Vor uns, Maître Marc Loesch, Notar mit Amtswohnsitz in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg,

Wurde eine außerordentliche Generalversammlung der Gesellschafter (im Folgenden die „Versammlung“) von Maps Cologne One (im Folgenden die „Gesellschaft“), eine société anonyme, bestehend nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 200.872, mit Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet durch notarielle Urkunde, ausgestellt von Maître Marc Loesch, Notar wohnhaft in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg, am 16. Oktober 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3371 am 17 December 2015. Die Satzung wurde zuletzt geändert gemäß Urkunde vom unterzeichnendem Notar, am 16 November 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 329 am 5. Februar 2016.

Die Versammlung beginnt um 10.45 Uhr mit Herrn Frank Stolz-Page, geschäftsansässig in Bad-Mondorf, Luxemburg, als Vorsitzender (der „Vorsitzender“).

Der Vorsitzender ernennt Frau Brigitte Wahl geschäftsansässig in Bad-Mondorf, Luxemburg, als Schriftführer der Versammlung.

Die Versammlung beruft zum Stimmzähler Frau Karola Böhm, geschäftsansässig in Bad-Mondorf, Luxemburg.

Der/Die anwesende(n) oder vertretende(n) Gesellschafter, die Vollmachten des/der vertretenden Gesellschafter(s) und die Anzahl ihrer Aktien sind auf der Anwesenheitsliste aufgeführt, die von dem/n anwesenden Gesellschafter(n), dem/n Bevollmächtigten des/der vertretenden Gesellschafter(s), dem Vorstand der Versammlung und dem unterzeichnendem Notar unterzeichnet ist. Die Anwesenheitsliste wird der vorliegenden Urkunde beigefügt um mit ihr zusammen den Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden.

Besagte Vollmachten, welche von den erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigefügt, um mit ihr zusammen den Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden.

Der Vorsitzende erklärt, dass der/die Gesellschafter der Gesellschaft, der/die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt/vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet hat/haben, ordnungsgemäß in dieser Versammlung zusammengesetzt und beschlussfähig ist/sind und ersucht hiermit den Notar die folgenden Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt verpflichtend rückzahlbare Vorzugsaktien (die „VRVA“) im Gesellschaftskapital der Gesellschaft zu schaffen, mit den in der abgeänderten Satzung der Gesellschaft festgelegten Rechten und Pflichten.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag von sechzehn Millionen neunhundertzwanzigtausendeinhundertsechundsiebzig Euro (EUR 16.920.176,-) von seinem aktuellen Betrag von vierhundertneunundsiebzigtausend Euro (EUR 479.000,-) aufgeteilt in vierhundertneunundsiebzigtausend (479.000) Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie, auf einen Betrag von siebzehn Millionen dreihundertneunundneunzigtausendeinhundertsechundsiebzig Euro (EUR 17.399.176,-), durch die Ausgabe von acht Millionen zweihundertzwanzigtausendfünfhundertachtundachtzig (8.220.588) neuen Aktien und acht Millionen sechshundertneunundneunzigtausendfünfhundertachtundachtzig (8.699.588) neuen VRVA mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,-), zu erhöhen.

Die acht Millionen zweihundertzwanzigtausendfünfhundertachtundachtzig (8.220.588) neuen Aktien und die acht Millionen sechshundertneunundneunzigtausendfünfhundertachtundachtzig (8.699.588) neuen VRVA wurden vollständig vom Alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft, wie vorbenannt, zum Gesamtpreis von einhundertneunundsechzig Millionen vierhundertachtzigtausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 169.480.750) gezeichnet.

Die Einlage über einen Gesamtbetrag von einhundertneunundsechzig Millionen vierhundertachtzigtausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 169.480.750) für die so gezeichneten Aktien und VRVA wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von einhundertneunundsechzig Millionen vierhundertachtzigtausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 169.480.750) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von einhundertneunundsechzig Millionen vierhundertachtzigtausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 169.480.750) besteht aus:

- acht Millionen zweihundertzwanzigtausendfünfhundertachtundachtzig (8.220.588) für die ordinären Aktien der Gesellschaft;
- dreizehn Millionen dreihundertsiebenundsechzigtausendeinhundertfünfundsiebzig Euro (EUR 13.367.175) für das Agio der ordinären Aktien der Gesellschaft;

- acht Millionen sechshundertneunundneunzigtausendfünfhundertachtundachtzig (8.699.588) für die VRVA der Gesellschaft; und
- einhundertneunddreißig Millionen einhundertdreiundneunzigtausenddreihundertneunundneunzig Euro (EUR 139.193.399,-) für das Agio der VRVA der Gesellschaft.

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt den Gesamtbetrag von einer Millionen siebenhundertneunundachtzigtausendneuhundertachtzehn Euro (EUR 1.789.918,-) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zuzuteilen, wovon der Betrag von (i) achthundertneunundsechzigtausendneuhundertneunundfünfzig Euro (EUR 869.959,-) aus dem Agio der ordinären Aktien der Gesellschaft und der Betrag von (ii) achthundertneunundsechzigtausendneuhundertneunundfünfzig Euro (EUR 869.959,-) aus der VRVA der Gesellschaft entspricht.

Die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft soll daher mit dem Betrag von einer Millionen siebenhundertneunddreißigtausendneuhundertachtzehn Euro (EUR 1.739.918,-) kreditiert werden.

Vierter Beschluss

In Folge der vorstehenden Beschlüsse, beschließt die Versammlung die ganze Satzung der Gesellschaft umzuformieren, welche ab nun wie folgt lauten soll:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Namen Maps Cologne One (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Ein weiterer Gesellschaftszweck ist der Erwerb und Verkauf von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, deren Hauptzweck der Erwerb, die Entwicklung, Förderung, Verkauf oder Verwaltung von Immobilien ist.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Verwaltungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt siebzehn Millionen dreihundertneunundneunzigtausendeinhundertsechundsiebzig Euro (EUR 17.399.176,-), bestehend aus (i) acht Millionen sechshundertneunundneunzigtausendfünfhundertachtundachtzig (8.699.588) ordinären Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie (die „Ordinären Aktien“) und (ii) acht Millionen sechshundertneunundneunzigtausendfünfhundertachtundachtzig (8.699.588) nicht stimmberechtigt verpflichtend rückzahlbare Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die „VRVA“ und zusammen mit den Ordinären Aktien die „Aktien“). Jeder Inhaber von Ordinären Aktien wird hierfolgend als „Ordinärer Gesellschafter“ bezeichnet, jeder Inhaber von VRVA wird hierfolgend als „VRVA Inhaber“ bezeichnet, und Ordinare Gesellschafter und VRVA Inhaber werden gemeinsam als „Gesellschafter“ bezeichnet.

5.2 Jedes Emissionsagio in Bezug zu VRVA soll in einem VRVA Emissionsagiokonto verbucht werden (das „VRVA Emissionsagiokonto“), und die Gesellschaft soll in solchem Konto, in der Währung in welcher effektiv bezahlt wird, den Betrag oder Wert von jedem weiteren Kapitalzuschuss zugeführt von VRVA Inhaber an die Gesellschaft und jeden Betrag zugeteilt zum VRVA Emissionsagiokonto im Einklang mit dieser Satzung, verbuchen.

5.3 Jedes Emissionsagio in Bezug zu Ordinären Aktien soll in einem Ordinare Aktien Emissionsagiokonto verbucht werden (das „Ordinäre Aktien Emissionsagiokonto“), und die Gesellschaft soll in solchem Konto, in der Währung in welcher effektiv bezahlt wird, den Betrag oder Wert von jedem weiteren Kapitalzuschuss zugeführt von Ordinären Gesellschaftern an die Gesellschaft und jeden Betrag zugeteilt zum Ordinären Aktien Emissionsagiokonto im Einklang mit dieser Satzung, verbuchen.

5.4 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.5 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen einzuzahlen sind, werden bevorzugt dem bestehenden Aktionär/den bestehenden Aktionären angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden diese Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen am Gesellschaftskapital jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum in dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann und welcher nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an den Aktionär/die Aktionäre gesendeten Einschreibens, welches die Eröffnung der Zeichnungsfrist ankündigt, beträgt. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann das Vorzugsrecht des bestehenden Aktionärs/der bestehenden Aktionäre durch einen Beschluss, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, begrenzen oder aufheben.

5.6 Im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Aktien mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Aktionär betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Ohne die vorherige schriftliche Zustimmung des Verwaltungsrats, können keinerlei Sicherungsrechte bezüglich VRVA (einschließlich, aber nicht beschränkt auf, Hypotheken, Belastungen (ob fest, schwebend, rechtliche oder gerechte), Verpfändungen, Pfandrechte oder Sicherungsabtretungen) von jeder beliebigen Person (einschließlich der VRVA Inhaber) erstellt werden.

Art. 7. Aktienregister - Übertragung von Aktien.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches von den Aktionären eingesehen werden kann. Dieses Aktienregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Der Nachweis über das Eigentum an Aktien kann durch die Eintragung eines Aktionärs im Aktienregister erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Aktionärs werden Zertifikate über die Eintragung ausgegeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Sofern eine Aktie von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einer derartigen Aktie auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Aktien sind im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 frei übertragbar.

7.4 Jede Übertragung von Namensaktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten wirksam (i) durch Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister, oder (ii) nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder dieser zugestimmt hat.

Art. 8. Rückkauf von Aktien.

8.1 Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes und dieser Satzung, ihre eigenen Aktien, sofern von dieser Satzung auf Basis des zur Verfügung stehenden ausschüttbaren Betrags erlaubt, zurückkaufen.

8.2 Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den Bestimmungen von Artikel 49-8 des Gesetzes, rückzahlbare Aktien ausgeben.

8.3 Vorbehaltlich Artikel 8.6, alle gezeichneten und voll einbezahlten VRVA sollen, im Einklang mit den Bestimmungen von Artikel 49-8 des Gesetzes und auf einer pro rata Basis zwischen Gesellschafter, bei Anfrage der Gesellschaft zum Rückkaufpreis im Ganzen oder zum Teil rückzahlbar sein, und sollen, in jedem Fall, am zehnten Jahrestag der Ausgabe der VRVA rückgezahlt werden. Die Rückzahlung soll Gegenstand einer Entscheidung des Verwaltungsrats sein.

8.4 Bei Rückzahlung der VRVA soll jeder Inhaber der zurückgekauften VRVA einen in Bar ausgestellten Gesamtbetrag in Höhe des Nominalwerts des zurückgekauften VRVA Betrags zusätzlich des VRVA Emissionsagiokonto Betrags in Bezug zu solch zurückgekauften VRVA und alle aufgelaufenen jedoch nicht ausbezahlten Dividenden in Bezug zu solchen VRVA (der „Rückkaufpreis“) erhalten.

8.5 Im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes kann die Gesellschaft ihre eigenen Ordinären Aktien zurückkaufen. Die Rückzahlung der Ordinären Aktien ist jedoch nur nach Rückzahlung aller VRVA möglich.

8.6 Die Rückzahlung aller VRVA kann nur dann erfolgen wenn zur Verfügung stehende ausschüttbare Beträge, im Einklang mit den Bestimmungen von Artikel 72-1 des Gesetzes, benutzt werden oder im Falle einer neuen Ausgabe mit dem Zweck einer solchen Rückzahlung.

8.7 Zurückgekaufte VRVA sollen unmittelbar nach ihrem Rückkauf annulliert werden.

8.8 Ein Betrag in Höhe des Nominalwerts, oder, in der Abwesenheit von solchem, des Buchwerts, von jeder rückgezahlten Aktie soll in einer nicht an die Gesellschafter ausschüttbaren Reserve zurückgehalten werden, außer im Falle einer Kapitalreduktion der gezeichneten Aktien. Die Reserve kann nur benutzt werden um, bei Kapitalisierung der Reserven, das gezeichnete Aktienkapital zu erhöhen. Diese Reserve ist nicht notwendig im Falle einer neuen Ausgabe mit dem Zweck eines solchen Rückkaufs.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 9. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

9.1 Die Aktionäre üben ihre gemeinsamen Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus. Jede regelmäßig einberufene Hauptversammlung der Aktionäre repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

9.2 Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung der Aktionäre“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Aktionär“ zu verstehen und alle Befugnisse der Hauptversammlung werden vom alleinigen Aktionär ausgeübt.

Art. 10. Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre.

10.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit durch den Verwaltungsrat oder, soweit vorhanden, durch den/die Rechnungsprüfer einberufen werden.

10.2 Sie muss auf schriftliche Aufforderung von einem oder mehreren Aktionären, die zusammen mindestens 10 Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals halten, vom Verwaltungsrat oder vom Rechnungsprüfer/den Rechnungsprüfern einberufen werden. In einem derartigen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens abgehalten werden.

10.3 Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss das Datum, die Uhrzeit, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung enthalten und zweimal in Form einer Einberufung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in einer Luxemburger Tageszeitung mit einem Zeitabstand von mindestens acht (8) Tagen und acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum erfolgen. Einberufungen per Post sind acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Inhaber von Namensaktien zu versenden, wobei kein Beweis der Einhaltung dieser Formvorschrift erbracht werden muss. Handelt es sich bei allen Aktien um Namensaktien, so kann die Einberufung ausschließlich durch Einschreiben erfolgen, die mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär zu versenden sind.

10.4 Falls alle Aktionäre in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf Ladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 11. Durchführung der Hauptversammlung der Aktionäre.

11.1 Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Einberufung bestimmten Ort am 10. Juni um 10:00 Uhr CET abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Weitere Hauptversammlungen der Aktionäre können an dem in der Einberufung bestimmten Ort zu der darin angegebenen Zeit abgehalten werden.

11.2 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre wird ein Rat der Versammlung bestimmt, der aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler besteht, die weder Aktionäre, noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Wenn alle bei der Hauptversammlung anwesenden Aktionäre entscheiden, dass eine ordnungsgemäße Abstimmung derart gewährleistet werden kann, so können sie einstimmig beschließen, lediglich (i) einen Vorsitzenden und einen Schriftführer oder (ii) eine Person zu ernennen, die die Rolle des Rates der Versammlung übernimmt und in einem solchen

Fall ist die Ernennung eines Stimmzählers nicht erforderlich. Soweit anwendbar und je nach Zusammenhang ist jeder Bezug auf den „Rat der Versammlung“ in dieser Satzung als Verweis auf den „Vorsitzenden und Schriftführer“ oder gegebenenfalls als Verweis auf die „Einzelperson, die die Rolle des Rates übernommen hat“, zu verstehen. Der Rat der Versammlung soll sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und vor allem im Einklang mit den Regeln betreffend die Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

11.3 In jeder Hauptversammlung wird eine Anwesenheitsliste geführt.

11.4 Ein Aktionär kann an jeder Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

11.5 Aktionäre, die an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnehmen, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilzunehmen, gelten als anwesend für die Bestimmung des Quorums und des Stimmrechts, insofern diese Kommunikationsmittel am Ort der Hauptversammlung zur Verfügung gestellt werden.

11.6 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch eine unterzeichnete Stimmkarte abgeben, welche per Post, EMail, Fax oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufung genannte Adresse gesendet wird. Die Aktionäre können nur solche Stimmkarten verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionären ermöglichen, seine Stimme für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt.

11.7 Stimmkarten, die für einen vorgeschlagenen Beschluss nicht nur (i) eine Stimme für oder (ii) eine Stimme gegen den vorgeschlagenen Beschluss oder (iii) eine Enthaltung beinhalten, sind in Bezug auf diesen Beschluss ungültig. Die Gesellschaft wird nur Stimmkarten berücksichtigen, die sie vor der entsprechenden Hauptversammlung der Aktionäre erhalten hat.

11.8 Der Verwaltungsrat kann weitere Bedingungen bestimmen, die von den Aktionären eingehalten werden müssen, um an einer Hauptversammlung teilzunehmen.

Art. 12. Quorum und Stimmrecht.

12.1 Jede Ordinäre Aktie gewährt eine Stimme in der Hauptversammlungen der Aktionäre.

12.2 Die VRVA sind nicht stimmberechtigte Aktien im Einklang mit den Artikeln 44 bis 47 des Gesetzes. Jede VRVA berechtigt seinen Inhaber zu einer Stimmberechtigung bezüglich jeder Angelegenheit zur welcher Inhaber von nicht stimmberechtigten Vorzugsaktien gemäß Artikel 46 des Gesetzes stimmberechtigt sind.

12.3 Beschlüsse der Gesellschafter werden bei Gesellschafterversammlungen im Einklang mit dem Gesetz beschlossen. Für Klarstellung, die VRVA sind nur stimmberechtigt in Bezug zu Bestimmungen beinhaltet in Artikel 46 des Gesetzes, wobei die Gesellschafterversammlung dann aus Ordinären Gesellschafter und VRVA Inhaber besteht.

12.4 Sofern sich nicht aus dem Gesetz von 1915 oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem dabei vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 13. Änderungen der Satzung. Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unabhängig von einem Anwesenheitsquorum beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 14. Änderung der Nationalität. Die Aktionäre können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 15. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Verwaltungsrat jede sich im Gange befindliche Hauptversammlung der Aktionäre um vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat muss eine Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Aktionären, die mindestens zwanzig Prozent (20%) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Durch derartige Vertagung wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

Art. 16. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

16.1 Der Rat der Versammlung nimmt ein Protokoll jeder Versammlung auf, welches vom Rat der Versammlung sowie von jedem Aktionär, der darum ersucht, unterzeichnet wird.

16.2 Kopien und Auszüge dieser Protokolle, die in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die

Originalurkunde verwahrt, beglaubigt werden, oder ansonsten vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 17. Zusammensetzung und Befugnisse des Verwaltungsrates.

17.1 Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammensetzt, mit zumindest einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und zwei (2) Geschäftsführern der Kategorie B. Sollte die Gesellschaft durch einen einzigen Aktionären gegründet worden sein oder wird in einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionären hat, so kann die Gesellschaft bis zu der Hauptversammlung der Aktionäre durch ein einziges Verwaltungsratsmitglied geleitet werden, die auf die Feststellung folgt, dass es wieder mehr als einen Aktionär gibt. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff „einziges Verwaltungsratsmitglied“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Verwaltungsrat“ als Verweis auf das „einziges Verwaltungsratsmitglied“ auszulegen.

17.2 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 18. Tägliche Geschäftsführung.

18.1 Gemäß Artikel 60 des Gesetzes von 1915 können die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, leitenden Angestellten oder anderen Personen, mit gemeinsamer oder Einzelvertretungsbefugnis übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch einen Verwaltungsratsbeschluss bestimmt.

18.2 Die Gesellschaft kann durch notarielle Urkunden oder privatschriftlich Spezialvollmachten erteilen.

Art. 19. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern.

19.1 Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

19.2 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds darf sechs (6) Jahre nicht überschreiten und jedes Verwaltungsratsmitglied übt sein Amt aus, bis sein Nachfolger ernannt ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann wiederernannt werden.

19.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied wird durch einfache Mehrheit der rechtsgültig abgegebenen Stimmen in einer Hauptversammlung ernannt.

19.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit und ohne Grund mit einfacher Mehrheit der in einer Hauptversammlung der Aktionäre abgegebenen Stimmen abberufen werden.

19.5 Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt, so muss diese eine natürliche Person als ihren ständigen Vertreter benennen, die ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernannt. Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Verwaltungsratsmitglieds und nicht gleichzeitig persönlich Verwaltungsratsmitglied sein.

Art. 20. Vakanz des Amtes eines Verwaltungsratsmitglieds.

20.1 Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Verwaltungsratsmitglieds nicht übersteigenden Zeitraum bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

20.2 Für den Fall, dass das einzige Verwaltungsratsmitglied aus seinem Amt scheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung der Aktionäre neu besetzt werden.

Art. 21. Einladung zu Verwaltungsratssitzungen.

21.1 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden, oder eines beliebigen Verwaltungsratsmitglieds. Die Verwaltungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nicht anders bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

21.2 Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Verwaltungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Verwaltungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Verwaltungsratsmitgliedern übermittelt wurde.

21.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrats diesen zugestimmt und sie unterzeichnet haben.

Art. 22. Durchführung von Verwaltungsratssitzungen.

22.1 Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden aus. Der Verwaltungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Verwaltungsratssitzungen verantwortlich ist.

22.2 Verwaltungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

22.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats schriftlich, per Fax, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Verwaltungsrats kann ein oder mehrere, aber nicht alle anderen Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

22.4 Eine Verwaltungsratssitzung kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

22.5 Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder, mit zumindest einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B, in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

22.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Verwaltungsratssitzung teilnehmenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder, mit zumindest einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B, gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme.

22.7 Soweit nicht gesetzlich anders bestimmt muss jedes Verwaltungsratsmitglied, welches an einem Geschäft, das dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein Interesse hat, welches den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, den Verwaltungsrat über diesen Interessenskonflikt informieren; die Erklärung wird im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied darf weder an der Beratung über das in Frage stehende Geschäft teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss von derartigen Interessenkonflikten informiert werden, bevor Beschlüsse zu anderen Tagesordnungspunkten gefasst werden.

22.8 Hat die Gesellschaft nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied, so werden Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dem Verwaltungsratsmitglied, welches daran ein der Gesellschaft entgegenstehendes Interesse hat, nur im Beschluss des einzigen Verwaltungsratsmitglieds erwähnt.

22.9 Regeln zum Interessenkonflikt finden keine Anwendung, sofern sich die Entscheidung des Verwaltungsrats oder des einzigen Verwaltungsratsmitglieds auf gängige Geschäfte bezieht, die unter normalen Bedingungen eingegangen wurden.

22.10 Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 23. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen - Protokoll der Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds.

23.1 Das Protokoll einer Verwaltungsratssitzung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore, oder gemeinsam von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden oder von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B gemeinsam unterzeichnet.

23.2 Die Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Art. 24. Geschäfte mit Dritten.

24.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des einzigen Verwaltungsratsmitglieds oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Verwaltungsratsmitglieder hat, durch die gemeinsame Unterschrift von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B, oder durch (ii) die gemeinsame oder Einzelunterschrift jedweder Person(en), der/denen eine solche Befugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis verpflichtet.

24.2 Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift der Person(en) verpflichtet, der/denen diese Vollmacht übertragen wurde.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 25. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

25.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf.

25.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

25.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Prüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

25.4 Wenn die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

25.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 26. Geschäftsjahr.

26.1. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

26.2. Bei der Bilanzaufstellung und der Gewinn- und Verlustrechnung am Ende des Geschäftsjahres soll der Verwaltungsrat eine Provision in Höhe der VRVA Dividende welche den VRVA Inhaber für das jeweilige Geschäftsjahr schuldig ist, so wie in dieser Satzung vorgesehen, verbuchen.

Art. 27. Jahresabschluss und Gewinne.

27.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Verwaltungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

27.2 Für jedes Geschäftsjahr, soll das Guthaben der Gewinn- und Verlustrechnung, nach Abzug von Ausgaben, Kosten, Tilgungen, Gebühren und Provisionen, so wie von der ordinären jährlichen Hauptversammlung der Gesellschafter genehmigt, den Nettogehalt der Gesellschaft aufweisen.

27.3 Vom jährlichen Nettogehalt der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

27.4 Die verbleibenden Gewinne nach Zuführung in die gesetzliche Rücklage, gerechnet im Einklang mit Luxemburg GAAP, repräsentieren die Zur Verfügung Stehenden Gewinne und können ausgezahlt werden so wie tiefer in diesem Artikel beschrieben, je nach Anwendbarkeit.

27.5 Durch einen Aktionär erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Aktionärs ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

27.6 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

27.7 Jedes Geschäftsjahr ist jeder VRVA Inhaber, aus dem Zur Verfügung Stehenden Gewinn, zu einer Dividende je VRVA (die VRVA Dividende) in Höhen von fünf Komma drei sechs neun eins Prozent (5,3691%) (a) des Nominalwerts oder des Nennwerts des Wertes einer jeden VRVA zusätzlich (b) dem Betrag welcher freiwillig aus dem VRVA Emissionsagiotkonto der gesetzlichen Rücklage zugeteilt wurde, geteilt durch die Anzahl der VRVA in Ausgabe zusätzlich (c) dem Betrag des VRVA Emissionsagiotkonto geteilt durch die Anzahl der VRVA in Ausgabe und (d) jeder unbezahlten MRPS Dividende vorheriger Jahre, berechtigt.

27.8 Je nach Anwendbarkeit und sollten die Zur Verfügung Stehenden Gewinne ausreichend sein um VRVA Dividende auszuschütten, im Ganzen oder zum Teil, und die Hauptversammlung der Gesellschafter keine Ausschüttungsbeschlüsse in Bezug zu VRVA Dividende nimmt, dann soll der Gesamtbetrag der VRVA Dividende die an die VRVA Inhaber ausgeschüttet hätte werden sollen, so wie vorgesehen vom Verwaltungsrat in Bezug auf Artikel 26.2, automatisch in einer ausschüttbaren Rücklage in einem VRVA Rücklagekonto verbucht werden (das VRVA Rücklagekonto).

27.9 Die VRVA Dividende sind kumulierbar und erstattungsfähig, was bedeutet das die VRVA Inhaber, während späteren Geschäftsjahren, die VRVA Dividende welche sie nicht in vorherigen Geschäftsjahren in Abwesenheit von erzielten und ausschüttbaren Gewinnen erhalten konnten, rückgewinnen können.

27.10 Deswegen, sollten die Resultate eines Geschäftsjahres die vollständige Ausschüttung von VRVA Dividende nicht erlauben oder sollte die Hauptversammlung der Gesellschafter eine solche Ausschüttung nicht beschließen trotz der Existenz von Zur Verfügung Stehenden Gewinne, so soll der ausstehende nicht ausgeschüttete Anteil der Vorteilsdividende eines Jahres während des nächsten Jahres ausgeschüttet werden, ohne Beeinträchtigung anderer vorgesehenen Rechte in solcher Hinsicht. Die Rückgewinnung der VRVA Dividende ist zeitlich nicht limitiert. Jedoch geben die VRVA keine Rechte zur weiteren Auszahlung von ordinären Dividenden.

27.11 Auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll. Insbesondere nach Verteilung und Zuteilung der VRVA Dividende, je nach Anwendbarkeit, kann der Restbetrag der Zur Verfügung Stehenden Gewinne (welcher das Resultat der Zur Verfügung Stehenden Gewinne weniger der VRVA Dividende ist) an die Ordinären Gesellschafter verteilt werden.

Art. 28. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

28.1 Der Verwaltungsrat kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 Abschlagsdividenden auszahlen.

28.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation.

29.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

29.2 Nach Zahlung aller Drittparteischulden und Haftungen der Gesellschaft oder Hinterlegung jeglicher Anlagefonds in solcher Hinsicht, erhält jeder VRVA Inhaber ein Vorzugsrecht zur Auszahlung und wird zu einer in Bar bestehenden Geldauszahlung zum fairen Marktpreis des Rückkaufspreises berechtigt.

29.3 Wenn die Gesellschaft solch einen Betrag nicht vollständig an alle VRVA Inhaber auszahlen kann, werden Auszahlung auf eine pro rata Basis an jedem VRVA Inhaber vorgenommen.

29.4 Die VRVA Inhaber welche eine volle Auszahlung der ihnen zustehenden Beträge erhalten, sollen nicht an eine Verteilung während eventuellen weiteren Liquidationsverfahren teilnehmen. Diese Liquidationsverfahren sind den Ordinären Gesellschaftern vorbehalten.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 30. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, in welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass des vorliegenden Aktes entstehen, beläuft sich auf ungefähr sechtausendachthundert Euro (EUR 6.800,-).

Da nichts mehr auf der Tagesordnung steht, wird die Sitzung um 11.00 Uhr aufgehoben.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen der deutschen und der englischen Fassung ist die englische Fassung maßgeblich.

Worüber Urkunde aufgenommen in Mondorf-les-Bains, in der Amtsstube des unterzeichnenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung des Vorstehenden gegenüber den erschienenen Parteien, dem Notar nach Namen, Vornamen sowie Familienstand und Wohnort bekannt, haben die erschienenen Parteien mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: F. Stolz-Page, B. Wahl, K. Böhm, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 25 février 2016. GAC/2016/1436. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 3 mars 2016.

Référence de publication: 2016074834/947.

(160039054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Red Theatre Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: JPY 13.000.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 204.301.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth day of February,

Before the undersigned Maître Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

CVC Capital Partners Asia IV Limited, a limited company governed by the laws of Jersey and having its registered office at Lime Grove House, Green Street, St Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 112867;

hereby represented by Mrs Stella Le Cras, employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal established on 18 February 2016.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Corporate form. There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 11.2 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

2.3 The Company may also enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of group companies.

2.4 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.5 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

2.6 The Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Denomination. The Company will have the denomination "Red Theatre Holdings S.à r.l."

Art. 5. Registered office.

5.1 The registered office is established in Luxembourg-City.

5.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

5.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

5.4 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 - Subscribed Share Capital

6.1.1 The Company's corporate capital is fixed at JPY 13,000,000 (thirteen million Japanese Yens) represented by 13,000,000 (thirteen million) shares (parts sociales) of JPY 1 (one Japanese Yen) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.1.2 At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law; In such case Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply, entailing that each decision of the single shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 - Modification of Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 8 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

6.3 - Profit Participation

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.4 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.5 - Transfer of Shares

6.5.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

6.5.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

6.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 7. Management.

7.1 - Appointment and Removal

7.1.1 The Company is managed by a sole director (gérant) or more directors (gérants). If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

7.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by the general meeting of shareholders.

7.1.3 A director (gérant) may be dismissed ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

7.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) shall not be compensated for his/their services as director (gérant), unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders. The Company shall reimburse any director (gérant) for reasonable expenses incurred in the carrying out of his office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board, in case of plurality of directors (gérants).

7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

7.3 - Representation and Signatory Power

7.3.1 In dealing with third parties as well as in justice, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article

7.3 shall have been complied with.

7.3.2 The Company shall be bound by the sole signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of any two member of the board of directors (conseil de gérance).

7.3.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents and determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

7.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Procedures

7.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant) and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

7.4.2 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary (if any), and recorded in the corporate book of the Company. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director (gérant).

7.4.3 Decisions of the sole director (gérant) shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director (gérant). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole director (gérant).

7.4.4 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance).

7.4.5 In case of plurality of directors (gérants), resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors (gérants) present or represented at such meeting.

7.4.6 Any director (gérant) may act at any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by appointing in writing another director (gérant) as his proxy. A director (gérant) may also appoint another director (gérant) to represent him by phone to be confirmed at a later stage.

7.4.7 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the directors' (gérants) meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

7.4.8 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

7.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting.

8.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

8.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

8.3 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

8.4 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 9. Annual general shareholders' meeting.

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 16th day of the month of August, at 11.30.a.m..

9.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

Art. 10. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.

11.1 - Fiscal Year

The Company's fiscal year starts on the first of March and ends on the last day of February of each year.

11.2 - Annual Accounts

11.2.1 At the end of each fiscal year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

11.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200.

Art. 12. Distribution of profits.

12.1 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

12.2 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

12.3 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Art. 13. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

13.1 The board of directors (conseil de gérance) may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of directors (conseil de gérance) showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

13.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

14.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles.

14.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 15. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 16. Modification of articles. The Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of shareholders, by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Transitional dispositions

The first fiscal year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the last day of February 2017.

The first annual general meeting of the shareholders shall be held in 2017.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares	Subscribed amount in JPY	%
CVC Capital Partners Asia IV Limited, prenamed	13,000,000	13,000,000	100%
TOTAL	13,000,000	13,000,000	100%

All the shares have been paid-up to the extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of JPY 13,000,000.- (thirteen million Japanese Yens) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on Commercial Companies of September 18, 1933 have been fulfilled.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1.500,-).

Resolutions of the sole shareholder

1. The Company will be administered by the following directors (gérants) appointed for an unlimited period:

- a. Mrs. Emanuela Brero, private employee, born on 25 May 1970 in Bra (Italy), having her professional address at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
 - b. Mr. Thomas Morana, private employee, born 14 June 1982 in Huy (Belgium), having his professional address at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
 - c. Mr. Marc Rachman, private employee, born on 4 April 1958 in Glasgow (United Kingdom), having his professional address at 111 Strand, London WC2R 0AG, United Kingdom
2. The registered office of the Company shall be established at 33 Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le dix-neuvième jour du mois de février.

Par devant Maître Marc LOESCH notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-duché de Luxembourg;

A COMPARU:

CVC Capital Partners Asia IV Limited, une limited company ayant son siège social au 1 Waverley Place, Union Street, St. Helier, Jersey JE1 1SG, Iles Anglo-Normandes, inscrite au Jersey Financial Services Commission sous le numéro 112867,

ici représentée par Madame Stella Le Cras, employée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 18 février 2016.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

2.2 La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

2.3 La Société peut aussi contracter toute garantie, gage ou toute autre forme de sûreté pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou d'une société du groupe.

2.4 D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

2.5 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

2.6 La Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination: «Red Theatre Holdings S.à r.l.».

Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social est établi à Luxembourg - Ville.

5.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 - Capital Souscrit et Libéré

6.1.1 Le capital social est fixé à 13.000.000 JPY (treize millions de Yen Japonais) représenté par 13.000.000 (treize millions) parts sociales d'une valeur nominale de 1 JPY (un Yen Japonais) toutes entièrement souscrites et libérées.

6.1.2 A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 - Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de Parts Sociales

6.5.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.5.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non -associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 - Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Management.

7.1 - Nomination et Révocation

7.1.1 La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

7.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

7.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.3 - Représentation et Signature Autorisée

7.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

7.3.2 La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux des membres du conseil de gérance.

7.3.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et déterminera les responsabilités du mandataire et sa

rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Procédures

7.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

7.4.2 Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui, signés par le président et le secrétaire (le cas échéant), seront déposées dans les livres de la Société. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un quelconque gérant.

7.4.3 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

7.4.4 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.4.5 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

7.4.6 Tout gérant pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son représentant. Un gérant pourra également désigner un autre gérant pour le représenter par téléphone, cela sera confirmé par écrit par la suite.

7.4.7 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

7.4.8 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5 - Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés.

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 16^{ème} jour du mois d'août, à 11.30 heures.

9.2 Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.

11.1 - Exercice Social

L'année sociale commence le premier mars de chaque année et se termine le dernier jour de février de l'année suivante.

11.2 - Comptes Annuels

11.2.1 A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits.

12.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

12.2 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

12.3 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Art. 13. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

13.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

13.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

14.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

14.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 15. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Art. 16. Modification des statuts. Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le dernier jour de Février 2017.

La première assemblée générale des associés se tiendra en 2017.

Souscription - Libération

Les Statuts ainsi établis, la partie comparante déclare souscrire l'intégralité du capital comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit JPY	% du capital social
CVC Capital Partners Asia IV Limited, préqualifiée	13.000.000	13.000.000,-	100%
TOTAL	13.000.000	13.000.000,-	100%

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que le montant de 13.000.000 JPY (treize millions de Yens Japonais) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 des lois sur les sociétés (loi du 18 septembre 1933) se trouvent remplies.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

1. La Société est administrée par les gérants suivants nommés pour une période illimitée:
 - a. Madame Emanuela Brero, employée privée, née le 25 mai 1970 en Bra (Italie), ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg;
 - b. Monsieur Thomas Morana, employé privé, né le 14 juin 1982 à Huy (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
 - c. Monsieur Marc Rachman, employé privé, né le 4 avril 1958 à Glasgow (Royaume-Uni), ayant son adresse professionnelle au 111 Strand, Londres WC2R 0AG, Royaume-Uni.
2. Le siège social de la Société est établi au 33, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la prédite partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le prédit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Le Cras, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 25 février 2016. GAC/2016/1440. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 2 mars 2016.

Référence de publication: 2016074931/454.

(160038982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

ORESC 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bartringen, 37, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 204.322.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-sixth day of the month of February;

Before the undersigned notary Danielle KOLBACH, residing in Redange/Attert (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "Orpea Real Estate Luxembourg S.à r.l.", having its registered office in L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 196576,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally in L-8510 Redange/Attert, 66, Grand-Rue (Grand Duchy of Luxembourg), (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; which proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, requests the officiating notary to enact the articles of association of a private limited liability company, ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung"), to establish as follows:

Chapter A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung") under the name of "ORESC 11 S.à r.l.", (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law of 1915").

Art. 2. The Company may proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate.

The Company's purpose is furthermore the participation in businesses and companies of any kind and the establishment, development, administration and supervision of businesses and companies. The Company may acquire its participations by subscription, contribution in kind, exercise of option rights and in any other way, manage and exploit them and dispose of them by sale, assignment, exchange or in any other way.

The Company may use its means to create, administer, develop and exploit a portfolio consisting of securities and patents of any kind and origin. For this it may acquire all kinds of securities by purchase, subscription or in any other way and alienate them by sale, assignment, exchange or in any other way.

The Company may give loans and grant advance payments and sureties to and for the benefit of its subsidiaries, affiliated companies or any other company in which it has an economic interest, as well as to companies belonging to the same group of companies, and support them in any way, under reserve and allowing for the respective legal provisions and without carrying on a bank business or of the financial sector. Moreover, it may borrow in any form with or without guaranty and mortgage, issue debt securities, loan notes or other debt instruments, pledge or otherwise hypothecate for the benefit of its own creditors or for the benefit of creditors of companies of the aforementioned kind.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the applicable legal dispositions.

The Company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The duration of the Company is unlimited.

Art. 4. The Company's registered office is established in the municipality of Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg).

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a collective decision of the corporate unit holders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as abroad by a simple decision of the board of managers.

Chapter B. Corporate capital - Corporate units

Art. 5. The Company's capital is set at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR), represented by twelve thousand five hundred (12,500) corporate units with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each.

Each corporate unit is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the Law of 1915.

Art. 6. The Company will recognize only one holder per corporate unit.

The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 7. The Company's corporate units are freely transferable among corporate unit holders. Inter vivos, they may only be transferred to new corporate unit holders subject to the approval of such transfer given by the other corporate unit holders in a general meeting, at a majority of three quarters of the corporate capital.

In the event of death, the corporate units of the deceased corporate unit holder may only be transferred to new corporate unit holders subject to the approval of such transfer given by the other corporate unit holders in a general meeting, at a majority of three quarters of the remaining corporate capital. Such approval is, however, not required in case the corporate units are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 8. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the corporate unit holders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 9. The creditors, the assignees and the heirs of the corporate unit holders may not for whatever reason affix seals to the property and the documents of the Company nor may they interfere in any manner in the management of the Company. They have to refer to the Company's inventories.

Chapter C. Management - Representation

Art. 10. The Company is managed by one or several managers, appointed by a resolution of the sole partner or the general meeting of partners, which sets the term of their office.

The manager(s) need not to be partner(s). If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The managers may be dismissed "ad nutum".

Art. 11. All powers not expressly reserved by the Law of 1915 or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the sole manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the sole manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 12. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of the chairman or any two managers at the place indicated in the convening notice.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy.

The board of managers can only deliberate and act legally, if the majority of the managers are present or represented. The resolutions of the board of managers are valid with the majority of the votes of the present or represented managers. Minutes of meetings of the board of managers will be signed by all managers present or represented at the meeting.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 13. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law of 1915.

Chapter D. Decisions of the sole corporate unit holder - Collective decisions of the corporate unit holders

Art. 14. Each corporate unit holder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of corporate units which he owns. Each corporate unit holder is entitled to as many votes as he holds or represents corporate units.

Art. 15. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by corporate unit holders owning more than half of the corporate capital.

The amendment of these Articles requires the approval of a majority of corporate unit holders representing at least three quarters of the corporate capital.

Art. 16. The sole corporate unit holder exercises the powers granted to the general meeting of corporate unit holders under the provisions of section XII of the Law of 1915 concerning commercial companies, as amended.

Chapter E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 17. The Company's accounting year begins on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 18. Each year, with reference to December 31, the Company's accounts are established and the Managers prepare an annual account in the form of a financial statement including profits and losses.

Each corporate unit holder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortizations, expenses and other burdens is allocated as follows:

- five percent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal corporate capital;
- the remaining amount is at the disposal of the corporate unit holders.

Art. 19. The managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

Chapter F. Dissolution - Liquidation

Art. 20. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be corporate unit holders, and which are appointed by the general meeting of corporate unit holders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the corporate unit holders proportionally to the corporate units of the Company held by them.

Art. 21. Any litigation which will occur during the liquidation of the Company, either between the corporate unit holders themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled insofar as the Company's business is concerned by arbitration in compliance with the civil procedure.

Art. 22. For all points not regulated by these bylaws, reference is made to the provisions of the modified Law of 1915 on commercial companies.

Transitory disposition

The first accounting year starts with the present day and ends on the 31st December 2016.

Subscription and payment of the corporate units

The Articles having thus been established, the twelve thousand five hundred (12,500) corporate units have been subscribed by the sole corporate unit holder, the company "Orpea Real Estate Luxembourg S.à r.l.", pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Decisions taken by the sole corporate unit holder

Immediately after the incorporation of the Company, the aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed corporate capital, has adopted the following resolutions as sole corporate unit holder:

1. The registered office of the Company is established in L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain.
2. The following persons are appointed, for an undetermined period, as the managers of the Company:
 - Mr. Marc VERBRUGGEN, company director, born in Schaerbeek (Belgium) on June 24, 1955, residing professionally in B-1620 Drogenbos, Langestraat 366 (Belgium);
 - Mr. Sébastien MESNARD, directeur financier & administratif, born in Versailles (France) on April 13, 1970, residing professionally in F-10032 (CS), Puteaux, 12, rue Jean Jaurès (France);
 - Mr. Tom FABER, economist, born in Munich (Federal Republic of Germany), on November 5, 1979, residing professionally in L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain (Grand Duchy of Luxembourg).
3. The Company is validly bound in any circumstances and without restrictions by the sole signature of any manager.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand one hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Redange/Attert, on the day stated at the beginning.

The deed having been read to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by first and last name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsechszehn, am sechszwanzigsten Tag des Monats Februar;

Vor der unterzeichneten Notarin Danielle KOLBACH, mit Amtssitz in Redingen/Attert (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Orpea Real Estate Luxembourg S.à r.l.“, mit Sitz in L-8070 Bartringen, 37, rue du Puits Romain, eingetragen im Handels- und Firmenregister Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 196576,

hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-8510 Redingen/Attert, 66, Grand-Rue (Großherzogtum Luxemburg), (der „Bevollmächtigte“), auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift; welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und die amtierende Notarin „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Statuten einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu beurkunden wie folgt:

Kapitel A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „ORESC 11 S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“) gegründet, welche durch gegenwärtige Satzungen (die „Statuten“), sowie durch die anwendbaren Gesetze

und besonders durch das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (das „Gesetz von 1915“) geregelt wird.

Art. 2. Die Gesellschaft kann möblierte oder nicht möblierte Immobilien erwerben, verwalten, bewirtschaften, verkaufen oder diesbezüglich Mietverträge abschließen, und ganz allgemein Immobiliengeschäfte jeglicher Art tätigen mit der Ausnahme derer welche den Immobilienhändlern vorbehalten sind.

Der Gesellschaftszweck ist weiterhin die Beteiligung an Unternehmen und Gesellschaften jedweder Art und die Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle von Unternehmen und Gesellschaften. Die Gesellschaft kann ihre Beteiligungen durch Zeichnung, Erbringung von Einlagen, Ausübung von Kaufoptionen oder in sonstiger Art und Weise erwerben und durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder in sonstiger Art und Weise verwerten.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Schaffung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios verwenden, welches sich aus Wertpapieren und Patenten jedweder Art und Herkunft zusammensetzen kann. Sie kann dabei alle Arten von Wertpapieren durch Ankauf, Zeichnung oder in sonstiger Art und Weise erwerben und diese durch Verkauf, Abtretung oder Tausch oder in sonstiger Weise veräußern.

Die Gesellschaft kann Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder ein wirtschaftliches Interesse hat, wie auch Unternehmen, die zu der gleichen Gruppe gehören, unter Vorbehalt und Beachtung der diesbezüglich zur Anwendung gelangenden gesetzlichen Bestimmungen, und ohne insoweit Geschäfte zu tätigen, die Bankgeschäfte oder Geschäfte des Finanzsektors sind, Darlehen, Vorschüsse oder Sicherheiten gewähren und diese in jedweder Art und Weise zu unterstützen. Sie kann darüber hinaus Darlehen mit oder ohne Garantie aufnehmen und Hypotheken, Pfandrechte und sonstige Sicherheiten aller Art zugunsten ihrer eigenen Gläubiger oder zugunsten von Gläubigern von Unternehmen der vorbezeichneten Art bestellen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Bartringen (Großherzogtum Luxemburg).

Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann Innerhalb der Gemeinde durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrates verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Änderungen der Statuten maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen, Filialen, Agenturen, Büros oder andere Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Kapitel B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,- EUR).

Jeder Anteil gewährt jeweils ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesetzes von 1915 festgelegt ist.

Art. 6. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an.

Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die beide gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 7. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des restlichen Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendenten, Deszendenten oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Art. 8. Der Tod, der Verlust der Bürgerrechte, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters wird nicht die Auflösung der Gesellschaft herbeiführen.

Art. 9. Es ist den Gläubigern, den Rechtsnachfolgern und den Erben der Teilhaber untersagt, die Güter und Dokumente der Gesellschaft aus welchem Grund auch immer versiegeln zu lassen oder sich irgendwie in die Verwaltungshandlungen einzumischen. Für die Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Gesellschaftsinventare stützen.

Kapitel C. Verwaltung - Vertretung

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, ernannt durch einen Beschluss des Einzelgesellschafters oder der Gesellschafterversammlung, welche die Dauer ihrer Mandate festlegt.

Der (die) Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein. Im Fall der Ernennung mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung.

Die Geschäftsführer sind „ad nutum“ abrufbar.

Art. 11. Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder die vorliegenden Statuten der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern in die Zuständigkeit der Geschäftsführung, der/die mit sämtlichen Befugnissen ausgestattet ist, um alle mit dem Gesellschaftszweck zu vereinbarenden Handlungen und Geschäfte vorzunehmen und zu genehmigen.

Jeder Geschäftsführer kann beschränkte Sondervollmachten für besondere Aufgaben an einen oder mehrere Bevollmächtigte erteilen, der/die kein(e) Gesellschafter zu sein braucht/brauchen.

Art. 12. Die Geschäftsführung versammelt sich so oft, wie es die Interessen der Gesellschaft erfordern sowie auf Einberufung eines der Geschäftsführer an dem in der Einberufung angegebenen Versammlungsort.

Jeder Geschäftsführer erhält für jede Versammlung der Geschäftsführung mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt eine mündliche oder schriftliche Mitteilung, außer im Falle einer Dringlichkeit; in einem solchen Fall wird die Art dieser Dringlichkeit (und ihre Gründe) in der Einberufung der Versammlung der Geschäftsführung kurz angegeben.

Die Versammlung kann ohne vorherige Einberufung rechtsgültig abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer der Gesellschaft bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Versammlung und ihre Tagesordnung informiert worden sind. Auf die Einberufung kann auch verzichtet werden, wenn das schriftliche Einverständnis jedes Geschäftsführers der Gesellschaft entweder in Urschrift oder als Telegramm, Fax, Telex oder E-Mail vorliegt.

Jeder Geschäftsführer kann sich durch schriftliche Ernennung eines anderen Geschäftsführers zu seinem Vertreter bei den Versammlungen der Geschäftsführung vertreten lassen.

Die Geschäftsführung kann nur rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden rechtsgültig mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Die Protokolle der Versammlungen der Geschäftsführung werden von allen bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet.

Jeder Geschäftsführer kann an der Versammlung der Geschäftsführung mittels Telefon-oder Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen, bei denen sämtliche Versammlungsteilnehmer sich hören und miteinander sprechen können. Die Teilnahme an der Versammlung durch eines dieser Mittel gilt als der persönlichen Teilnahme an der Versammlung gleichwertig.

Die von allen Geschäftsführern unterzeichneten Umlaufbeschlüsse gelten als rechtsgültig gefasst, als wären sie in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung der Geschäftsführung gefasst worden. Die Unterschriften der Geschäftsführer können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren, per Brief oder Telefax verschickten Kopien eines identischen Beschlusses angebracht werden.

Art. 13. Die Geschäftsführer übernehmen auf der Grundlage ihres Amtes keine persönliche Haftung für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind, soweit diese Verpflichtungen in Übereinstimmung mit den Statuten und den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 eingegangen wurden.

Kapitel D. Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 15. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Abänderung der Statuten benötigt die Zustimmung (i) der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 16. Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes von 1915 zustehen.

Kapitel E. Geschäftsjahr - Konten - Gewinnausschüttungen

Art. 17. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Art. 18. Jedes Jahr, am 31. Dezember, werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen, Rückstellungen und sonstigen Lasten verbleibende Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- fünf Prozent (5%) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, bis diese 10% des gezeichneten Kapitals erreicht;
- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 19. Die Geschäftsführer können beschließen, Abschlagsdividenden auszuschütten, und zwar auf Grundlage eines von den Geschäftsführern erstellten Abschlusses, aus dem hervorgeht, dass ausreichend Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag selbstverständlich nicht die seit dem Ende des letzten Steuerjahres erzielten Gewinne überschreiten darf, zuzüglich der übertragenen Gewinne und der verfügbaren Reserven und abzüglich der übertragenen Verluste und der Summen, die einer gesetzlich oder durch diese Statuten vorgeschriebenen Reserve zugewiesen werden.

Kapitel F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

Art. 21. Sämtliche Streitigkeiten, welche während der Liquidation der Gesellschaft, sei es zwischen den Teilhabern selbst, sei es zwischen dem oder den Geschäftsführern und der Gesellschaft entstehen, werden, soweit es sich um die Gesellschaftsangelegenheiten handelt, durch Schiedsgericht entsprechend der Zivilprozessordnung entschieden.

Art. 22. Für alle Punkte, die nicht in den Statuten festgelegt sind, wird auf die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes von 1915 über die Handelsgesellschaften, verwiesen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2016.

Zeichnung und Zahlung der Anteile

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, sind die zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile durch die alleinige Gesellschafterin, die Gesellschaft „Orpea Real Estate Luxembourg S.à r.l.“, vorgenannt und vertreten wie hiervor erwähnt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Beschlussfassung der Alleinigen Gesellschafterin

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat die erschienene Partei, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-8070 Bartringen, 37, rue du Puits Romain.
2. Folgende Personen werden, für eine unbestimmte Dauer, zu Geschäftsführern der Gesellschaft ernannt:
 - Herr Marc VERBRUGGEN, Geschäftsführer, geboren in Schaerbeek (Belgien), am 24. Juni 1955, beruflich wohnhaft in B-1620 Drogenbos, Langestraat 366 (Belgien);
 - Herr Sébastien MESNARD, directeur financier & administratif, geboren in Versailles (Frankreich), am 13. April 1970, beruflich wohnhaft in F-10032 (CS), Puteaux, 12, rue Jean Jaurès (Frankreich);
 - Herr Tom FABER, Economist, geboren in München (Bundesrepublik Deutschland), am 5. November 1979, beruflich wohnhaft in L-8070 Bartringen, 37, rue du Puits Romain (Großherzogtum Luxemburg).
3. Die Gesellschaft wird rechtmäßig vertreten in allen Umständen und ohne Einschränkungen durch die Einzelunterschrift eines Geschäftsführers.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, wird auf ungefähr tausendeinhundert Euro abgeschätzt.

Erklärung

Die unterzeichnete Notarin, welche Englisch und Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen

derselben erschienenen Partei, und im Falle von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Redingen/Attert, an dem anfangs oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, handelnd wie hiavor erwähnt, der instrumentierenden Notarin nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat besagter Bevollmächtigter mit Uns, der Notarin, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. DOSTERT - D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch-Actes Civils, le 29 février 2016. Relation: DAC/2016/3117. Reçu: 75,- €.

Le Receveur (signé): J. THOLL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt;

Redingen/Attert, am 03. März 2016.

Référence de publication: 2016074888/359.

(160039545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2016.

Five Rings Commodities, Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 187.452.

L'an deux mille seize, le deux mars,

Pardevant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, sous-signée.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FIVE RING COMMODITIES, ayant son siège social au 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 187452, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en date du 15 mai 2014, publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 2066 du 6 août 2014; et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Barbara Schmitt, employée privée, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires, présents ou représentés, et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les quatre-vingts (80) actions de catégorie A et les vingt (20) actions B d'une valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310,-) chacune représentant l'intégralité de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

Décision sur le caractère exclusivement nominatif des actions et modification subséquente du 2^{ème} alinéa de l'Article 5 des Statuts.

IV.- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, il a été décidé de renoncer aux formalités de convocation.

Les actionnaires acceptent dès lors de délibérer et de voter les points portés à l'ordre du jour. Ils confirment que toute la documentation présentée lors de l'assemblée a été mise à leur disposition endéans une période suffisante pour leur permettre d'examiner attentivement chaque document.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Résolution unique

L'assemblée décide qu'à compter de la date du présent acte les actions sont et resteront nominatives et décide de procéder à la modification subséquente du deuxième alinéa de l'Article 5 des Statuts qui se lira désormais comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent (100) actions, divisés en quatre-vingts (80) actions A et vingt (20) actions B, ayant chacune une valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310,-) chacune.

Les actions de la société sont et resteront nominatives.

[...]»

Le reste de l'article 5 demeure inchangé.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de neuf cents euros (EUR 900,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Redange-sur-Attert, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: S. LECOMTE, B. SCHMITT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 3 mars 2016. Relation: DAC/2016/3291. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 8 mars 2016.

Référence de publication: 2016076488/56.

(160041540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Lux-World Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 48.864.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 11.30 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
2. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-WORLD FUND GROWTH par le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-WORLD FUND GROWTH dans le compartiment LUX-EQUITY 1 (dont la dénomination deviendra LUX-EQUITY GLOBAL) avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
 - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par Ernst & Young S.A., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-WORLD FUND GROWTH.
3. Approbation de la fusion par apport du compartiment LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS à un nouveau compartiment de la Sicav LUX-EQUITY, qui portera la dénomination LUX-EQUITY EMERGING MARKETS, conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS dans le compartiment LUX-EQUITY EMERGING MARKETS, avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
 - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par Ernst & Young S.A., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant; décision réservée aux actionnaires du compartiment LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS.
4. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
5. Décharge aux administrateurs.
6. Divers.

Le projet commun de fusion est disponible sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le point (2) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-WORLD FUND GROWTH, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le point (3) de l'ordre du jour sera soumis à la délibération exclusive des actionnaires du compartiment LUX-WORLD FUND EMERGING MARKETS, qui pourront valablement décider à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés du compartiment.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103828/755/50.

Lux-Avantage Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 46.041.

Faute de quorum de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 mai 2016, il y a lieu de convoquer une seconde Assemblée Générale Extraordinaire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Ste Zithe, le mercredi 8 juin 2016 à 10.45 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 4 des statuts concernant l'objet social, qui prendra la teneur suivante : " La société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.
Dans le cadre de la réalisation de son objet social, la société peut notamment, sans que cette énumération soit limitative, mais sous réserve du respect de la politique d'investissement conformément à l'article 20 des présents statuts, acquérir par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi qu'aliéner par vente, échange ou de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces, gérer ou mettre en valeur le portefeuille qu'elle détiendra et, d'une façon générale, prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet dans le sens le plus large de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif. "
2. Modification des articles 5, 21, 25, 33 et 35 des statuts.
3. Refonte complète des statuts.
4. Approbation du projet commun de fusion daté du 9 mars 2016 entre les sociétés LUX-AVANTAGE, LUX-EQUITY, LUX-EURO-STOCKS, LUX-INDEX US, LUX-PROTECT FUND, LUX-SECTORS, LUX-TOP 50 et LUX-WORLD FUND.
5. Approbation de la fusion par absorption du compartiment LUX-AVANTAGE I par le compartiment LUX-EQUITY EUROPE conformément aux dispositions du projet commun de fusion, des statuts et du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) de LUX-AVANTAGE I dans le compartiment LUX-EQUITY EUROPE avec date d'effet au 17 juin 2016, après avoir entendu:
 - le rapport du Conseil d'Administration de la Société expliquant et justifiant le projet commun de fusion, et
 - le rapport du réviseur prescrit par l'article 266 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales préparé par PricewaterhouseCoopers S.C., ayant son siège social à Luxembourg et agissant en tant qu'expert indépendant.
6. Dissolution sans liquidation de la Société suite à la fusion.
7. Décharge aux administrateurs.
8. Divers.

Le projet complet des modifications statutaires ainsi que le projet commun de fusion sont disponibles sur simple demande et sans frais au siège social de la Société.

Les propriétaires d'actions à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour sans quorum de présence. Les résolutions pour être valables, devront réunir la moitié au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016103839/755/46.
